

son does not dispatch each theorist in turn (as one might find in a PhD thesis) but rather extracts certain ideas or themes from each theorist and uncurls them to see how well they hold up to his probing. A lesser theorist could not have succeeded with this line of inquiry, but the clarity of argument and the lucidity of the writing allow this approach to work. The niceties of “interpretation” may cause some frustration and impatience on the part of certain readers; the discussion over the fine distinctions between “critical” and “deconstructive” (100) may be teeth-grindingly pedantic to some. The same audience may become exhausted by the discursive approach (is Fraser’s criticism of Honneth accurate? Is Honneth’s portrayal of Fraser fair? And what of Butler’s and Olson’s critiques of Fraser, or Honneth’s account of Habermas or Dewey on representation?) It can begin to feel like a Russian novel with a cast of thousands. Yet (especially for those who *are* inclined to such an approach) Thompson’s treatment of these commentaries is vastly informative. There are those of us who would favour a more direct approach (“I argue *x*”) rather than a discursive one (“How should we evaluate what Fraser has to say about Honneth’s view of *x*?”), but there is nonetheless much to say for enjoying the scenery at times rather than simply cutting to the chase. In this case, Thompson’s investigation of the relationship between recognition and redistribution (chapter 5) and recognition and democracy (chapter 6) are particularly good and worth making the journey through the long discussion of “recognition as respect” versus “recognition as esteem” (which seems to depend a great deal upon an arbitrary distinction between what one means by “respect” and “esteem”).

Thompson’s incisive analysis of the claim by Taylor, Fraser, and Honneth that “a non-sectarian justification for their particular model of democracy can be provided” (151–58) is particularly worthy of a close and careful reading, especially as this claim—that democracy can incorporate different groups which hold distinct values, without depending upon “liberal” principles—is the most demanding and perplexing problem facing those who tout “deep diversity”.

This is, then, an edifying read for patient people. It does exactly what the author intends: to spell out the strengths and weakness of three exceptional theories of recognition. But where, in the end, does this leave us? Do these theories of recognition really give us enough to make radical changes to concrete political institutions or do their weaknesses make them too inconclusive? Thompson addresses this almost begrudgingly in a concluding chapter that is a verbose page-and-a-half long. It seems this is something we must determine for ourselves. But he gives us some very good tools for doing so.

K. FIERLBECK *Dalhousie University*

La dynamique du pouvoir sous la V^e République. Cohabitation et avenir des institutions

Antonin-Xavier Fournier

Québec: PUQ, 2008, 160 pages

doi:10.1017/S0008423908081262

Rares sont les mémoires de maîtrise publiables et encore moins nombreux ceux qui sont publiés. L’ouvrage d’Antonin-Xavier Fournier constitue donc une exception à la règle, mais une exception amplement justifiée par sa qualité. Basée sur une revue de littérature de près de 200 livres et articles spécialisés, cette étude porte essentiellement sur le phénomène de la cohabitation gauche-droite à la direction de l’État français. Ce phénomène relativement rare, qui n’a été observé que pendant neuf années sur un demi-siècle, n’en constitue pas moins l’une des grandes originalités du régime semi-présidentiel français.

Le petit livre de Fournier se divise en quatre chapitres. Le premier commence par décrire la quinzaine de régimes politiques connus par la France depuis la Révolution de 1789 jusqu'à la Constitution adoptée en 1958 et amendée en 1962 puis en 2000. Il s'attarde ensuite sur la définition de ce régime, qualifié successivement de semi-présidentiel (par Maurice Duverger), de parlementaire à correctif présidentiel (par Pierre Avril), de parlementaire semi-dualiste (par Philippe Lauvaux) et enfin, de parlementaire à gouvernement semi-présidentiel (par Jean-Claude Colliard). Il est curieux que Fournier accorde sa préférence à ce dernier terme au détriment du vocable plus courant de semi-présidentiel. En effet, le Parlement ne retrouve jamais sous la V^e République la prééminence dont il profite sous la IV^e et même sous la III^e République. Il est significatif d'ailleurs que Fournier lui-même utilise les concepts de gouvernementalisme et de présidentialisme, et non celui de parlementarisme plus ou moins mitigé, pour décrire les situations de cohabitation et de majorité présidentielle qui constituent l'objet de son deuxième chapitre.

Dans ce deuxième chapitre, Fournier nous rappelle d'abord que le président et le premier ministre français jouissent tous deux d'une légitimité sanctionnée par l'élection, personnelle dans le cas du président et parlementaire dans le cas du premier ministre. Si la majorité parlementaire est de la même «couleur» que le président, le premier ministre devient l'exécutif de son programme politique. Même là, cependant, les relations peuvent être tendues entre les deux têtes dirigeantes de l'État. Ce fut le cas, notamment, entre le président De Gaulle et son premier ministre Michel Debré, puis entre le président Giscard d'Estaing et son premier ministre Jacques Chirac, et il en va de même entre le président Sarkozy et son premier ministre François Fillon, ajoutons-nous.

Dans le cas où la majorité parlementaire n'est pas celle du président, ce dernier se transforme en surveillant ou contrôleur d'un premier ministre lié à une autre famille politique. Le cas s'est présenté trois fois avec les tandems Mitterrand-Chirac (1986–1988), Mitterrand-Balladur (1993–1995) et enfin Chirac-Jospin (1997–2002). Fournier nous donne une description tout en nuances de ces épisodes de cohabitation qui constitue le cœur de son ouvrage. On y constate que le président, qu'il soit de gauche ou de droite, a su jouer de son influence principalement à trois niveaux : au sein même du Conseil des ministres, auprès de l'opinion publique qui l'a majoritairement élu et enfin dans le domaine des affaires étrangères et de la défense où la Constitution lui accorde prééminence sur le premier ministre.

Cohabitation utile ou nuisible à la vie politique française? Tel est le sujet du troisième chapitre où l'auteur nous révèle qu'à l'encontre de la majorité des théoriciens et des praticiens de la chose politique, l'opinion publique française a une vision plutôt positive du phénomène. Les *politicos* ont reproché à la cohabitation d'être un danger pour la démocratie, une occasion de procrastination gouvernementale et un frein au rôle international de la France. Au contraire, l'opinion publique a estimé de façon continue, entre 1986 et 1998, que «la période de cohabitation est plutôt positive pour la France» et cette conviction n'a fait que s'affirmer au fil des ans (119, figure 3.4).

Et qu'en est-il de la perception des médias? Abandonnant sa revue de littérature, Fournier se livre alors à une originale analyse de contenu du quotidien *Le Monde* grâce au moteur de recherche québécois *Biblibranché*. Après quelques précisions méthodologiques sur les limites de l'instrument, Fournier procède à une analyse quantitative qui nous montre à l'évidence la primauté de la couverture de presse pour Matignon en période de cohabitation et pour l'Élysée en période de majorité présidentielle au Parlement. Rien de surprenant à cela, mais encore fallait-il le démontrer.

Le quatrième et dernier chapitre s'interroge sur l'évolution possible du régime vers un présidentialisme à la française, un parlementarisme moniste ou le maintien du statu quo. Fournier conclut que les institutions de la V^e République ont fait preuve

de suffisamment de solidité, de souplesse et de soutien populaire pour pouvoir perdurer dans leur forme actuelle. Malgré le fait que l'actuel président adopte davantage le style d'un premier consul en mal d'Empire que celui d'un «monarque républicain» à l'instar de ses illustres prédécesseurs, ajoute Fournier dans sa conclusion.

Cette réflexion de Fournier nous amène à nous pencher sur l'évolution du parlementarisme à la britannique. Un des grands sujets de préoccupation à son endroit est la dévalorisation du Parlement au profit de l'exécutif et, en particulier, du bureau du premier ministre. Ce dernier est de plus en plus considéré comme un dictateur élu, en Grande-Bretagne comme au Canada, en Australie ou en Nouvelle-Zélande. À cet égard, le système français n'introduit-il pas un mécanisme d'équilibre et de contrepoids qui, sans être aussi formalisé que celui de la Constitution américaine, n'en est pas moins fort utile contre une concentration exagérée du pouvoir aux mains d'un seul dirigeant? Il faudrait s'en souvenir à l'heure où on se penche sur une nouvelle réforme des institutions inspirée par le rapport du comité Balladur présenté en octobre 2007.

Nous terminerons avec le commentaire de l'administrativiste français Jacques Chevallier qui préface l'ouvrage de Fournier : «Au moment où, en France même, sont en voie d'être édités plusieurs ouvrages collectifs dressant un bilan de l'évolution des institutions, on ne peut que se féliciter qu'une réflexion comparable ait été engagée au Québec : un regard extérieur permet toujours de mettre en évidence certains aspects qui échappent à ceux qui sont immergés dans la réalité qu'ils s'efforcent d'analyser» (p. vii).

JACQUES GAGNON *Cégep de Sherbrooke*

Multicultural Odysseys: Navigating the New International Politics of Diversity

Will Kymlicka

Oxford and New York: Oxford University Press, 2007, pp. vii, 374

doi:10.1017/S0008423908081274

Will Kymlicka's *Multicultural Odysseys* is an impressive evaluation of the effort to deploy liberal multiculturalism as a model for addressing ethnic and racial hierarchies in Western democracies, post-communist states and post-colonial states. While the title indicates that Kymlicka sees the difficult path of multiculturalism around the world as a collection of odysseys, a better analogy might be a long car-trip with one's parents, sitting restlessly in the backseat yelling, "Are we there yet?" To be clear, I am referring here to the effort to address group-based hierarchies, not Kymlicka's book, which is a serious, comprehensive study that area scholars and political theorists alike will find reasons to engage with, learn from, and likely argue with. In general, Kymlicka finds Western liberal democracies succeeding, on balance, in legitimating and practising a liberal form of multiculturalism, which adheres to norms "inspired by underlying liberal values of freedom, equality, and democracy" (18). On the other hand, he discovers that the effort of international organizations to encourage this development in post-communist and post-colonial states has generally failed, for conceptual, conditional and security reasons. It is with regard to this latter set of findings especially that the book's narrative assumes the tone of a lamentation for a lost opportunity to seriously address group-based hierarchies.

The book is composed of eight chapters divided into three parts, the first being "The (Re-) Internationalization of State-Minority Relations." By Kymlicka's account, the assumption that recognition of minority rights would destabilize states and threaten universal human rights ceded way in the 1980s to a view that sub-state minority groups have at least a "right to enjoy one's culture" and that indigenous peoples have a "right to (internal) self-determination" (36). He sees two key factors encouraging this shift